

(A)

( N° 78. )

# Chambre des Représentants.

---

SESSION DE 1851 — 1852.

## COMMISSION DES PÉTITIONS.

### FEUILLETON N° 2.

M. ALLARD, 1<sup>er</sup> rapporteur.

- | Numéros<br>du<br>Feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 1.                           | 6263.                                    | Par pétition datée des Écaussinnes d'Enghien, le 21 mai 1851,<br>La dame Derideau, veuve Huart, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le payement des indemnités qui lui sont dues par l'État. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.   |
| 2.                           | 6325.                                    | Par pétition datée de Jodoigne, le 26 janvier 1852,<br>Un secrétaire communal dans le canton de Jodoigne demande l'établissement d'une caisse de retraite en faveur des secrétaires communaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.  |
| 3.                           | 6203.                                    | Par pétition datée de Jodoigne, le 23 novembre 1851,<br>Quelques secrétaires communaux dans le canton de Jodoigne demandent l'établissement d'une caisse de retraite en leur faveur, et prient la Chambre de modifier l'art. 3 de la loi du 30 mars 1836, concernant le traitement des secrétaires communaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 4.                           | 6238.                                    | Par pétition datée de Tournay, le 1 <sup>er</sup> décembre 1851,<br>Le sieur Errembault du Maisnil demande qu'il soit pris des mesures pour atténuer le dommage que fait à sa propriété le canal de Pommerœul à Antoing. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.   |
| 5.                           | 6269.                                    | Par pétition datée de St-Géry, le 14 décembre 1851,<br>Plusieurs habitants de St-Géry demandent que l'instituteur communal qui n'a plus d'élèves cesse de jouir du   |

- traitement qui lui est alloué sur les fonds de l'État et de la commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
6. 6267. Par pétition datée de Jodoigne, le 16 décembre 1851.  
Quelques receveurs communaux dans le canton de Jodoigne demandent l'établissement d'une caisse de retraite en faveur des receveurs communaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
7. 6250. Par pétition datée d'Ixelles, le 11 décembre 1851,  
Le sieur Mangam demande une indemnité du chef des pertes qu'il a éprouvées par la saisie du dépôt de son spécifique destiné à faire revenir les cheveux sur les têtes chauves. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
8. 6226. Par pétition datée de Tournay, le 25 novembre 1851,  
Le sieur Vermeulen, marchand d'horloges d'Allemagne, à Tournay, prie la Chambre de faire lever la défense de l'administration des contributions, de colporter et de vendre cette marchandise sur le territoire réservé de la Flandre occidentale. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
9. 6277. Par pétition datée de Momignies, le 9 décembre 1851,  
Plusieurs faiseurs de bas au métier et à la paire, demeurant à Momignies et à Beauwelz, demandent exemption de l'impôt-patente auxquels ils sont assujettis. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
10. 6230. Par pétition datée de Hainin, le 2 décembre 1851,  
6233. L'administration communale d'Hainin prie la Chambre d'accorder au sieur Maertens la concession d'un chemin de fer de Boussu à Tournay, avec garantie d'un *minimum* d'intérêt de 4 p. %.  
Même demande de l'administration communale de Boussu. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
11. 6225. Par pétition datée de Basècles, le 29 novembre 1851,  
Le conseil communal de Basècles prie la Chambre d'accorder au sieur Maertens la concession d'un chemin de fer de St-Ghislain à Tournay. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
12. 6313. Par pétition datée de Mons, le 24 janvier 1852,  
Le sieur Hoyois demande la concession d'un chemin de fer de Thulin à Leuze, moyennant la garantie, par l'État, d'un *minimum* d'intérêt de 3 p. %, pendant 40 ans, sur un

capital de trois millions de francs. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

13. 6306. Par pétition datée de Peruwelz, le 27 décembre 1851,  
Le sieur Deflinne demande la concession d'un chemin de fer de Leuze à Peruwelz, moyennant la garantie, par l'État, d'un *minimum* d'intérêt de 4 p. %, sur un capital d'un million de francs. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

M. H. DE BAILLET, 2<sup>m</sup>e Rapporteur.

14. 5696. Par pétition datée de Laiche, le 18 décembre 1851,  
Le sieur Paquet, instituteur communal à Laiche, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une augmentation de traitement ou son déplacement. — Concl. — Ordre du jour.
15. 6326. Par pétition datée de Huy, le 25 janvier 1852,  
Le sieur Knaden, desservant à Huy, prie la Chambre de lui faire remise du droit d'enregistrement qu'il a payé pour sa naturalisation. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
16. 6059. Par pétition sans date,  
La comtesse d'Hompesch communique à la Chambre sa protestation contre la vente judiciaire de sa terre de Wisbecq, et demande que le Gouvernement fasse une proposition sur sa pétition du 17 janvier 1851 — Concl. — Ordre du jour.
17. 6180. Par pétition datée d'Anvers, le 1<sup>er</sup> novembre 1851,  
Quelques habitants d'Anvers demandent qu'il soit pris des mesures pour que chaque électeur puisse exercer librement ses droits politiques. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
18. 6207. Par pétition datée d'Anvers, le 22 novembre 1851,  
Le sieur Mertens-Bauduin demande qu'on fasse enlever des terres qu'il possède dans le polder d'Ordam, les baraques que des agents du Gouvernement y ont fait construire pour donner à des nécessiteux un abri, en attendant le réendiguement du polder de Lillo. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
19. 6208. Par pétition datée de Paris, le 23 novembre 1851,  
Le sieur Van Audringa de Kempnaer prie la Chambre

d'interpeller M. le Ministre de la Justice sur les causes qui ont déterminé son expulsion du royaume, et de décider s'il y a lieu de maintenir cette mesure. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

20. 6217. Par pétition datée d'Ixelles, le 27 novembre 1851,  
Le sieur Maistriaux réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir communication d'un jugement en sa faveur qui aurait été prononcé à Constantinople, et demande une indemnité du chef des frais que lui ont occasionnés ses déplacements en Moldavie et en Turquie. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.
21. 6245. Par pétition datée de Corswarem, le 8 décembre 1851,  
Les sieurs Goens, échevin, et Lenaerts, conseiller communal à Corswarem, réclament l'intervention de la Chambre pour faire annuler les élections qui ont eu lieu dans cette commune, le 28 octobre dernier. — Concl. — Ordre du jour.
22. 6315. Par pétition datée de Mopertingen, en décembre 1851,  
Plusieurs habitants de Mopertingen prient la Chambre d'annuler les élections qui ont eu lieu dans cette commune. — Concl. — Ordre du jour.
23. 6268. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 décembre 1851,  
Le sieur Duvivier, ancien chef de bureau au Ministère des Travaux publics, prie la Chambre de lui faire obtenir un traitement d'attente ou une indemnité, ou bien d'ordonner une enquête sur les faits qui ont amené sa destitution. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
24. 6276. Par pétition datée d'Enghien, le 19 décembre 1851.  
Plusieurs habitants d'Enghien demandent l'exécution d'un chemin de fer de Braine-le-Comte à Grammont, pour relier la ligne de Namur à celle de la Dendre. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
25. 6303. Par pétition datée de St-Ghislain, en décembre 1851,  
Les membres du conseil communal de St-Ghislain prient la Chambre d'accorder au sieur Maertens la concession d'un chemin de fer de St-Ghislain à Tournai, par Peruwelz. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

M. VAN DEN BRANDEN DE REETH, 3<sup>me</sup> rapporteur.

26. 6302. Par pétition datée d'Anvers, le 29 décembre 1851,  
Plusieurs habitants du faubourg d'Anvers demandent une loi qui porte le nombre de notaires, dans les deux can-

- tons d'Anvers, à 25, dont 5 pour la partie *extra muros*. —  
Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
27. 6300. Par pétition datée de St-Willebrord, le 24 décembre 1851,  
Plusieurs habitants de la partie *extra muros* du canton  
nord d'Anvers demandent une loi qui porte à 4 le nom-  
bre de notaires dans cette partie du canton. — Concl. —  
Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
28. 6341. Par pétition datée du 3 février 1852,  
Plusieurs habitants des faubourgs d'Anvers demandent  
une loi qui porte à 3 le nombre de notaires pour la partie  
*extra muros* du canton nord de cette ville. — Concl. —  
Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
29. 6312. Par pétition datée de Bruxelles, le 15 janvier 1852,  
Le sieur Peeters, graveur, à Bruxelles, dont la faiblesse  
de constitution a été reconnue par le conseil de milice.  
demande à être définitivement exempté du service mili-  
taire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
30. 6311. Par pétition datée de Turnhout, le 27 décembre 1851,  
Le sieur Dejongh, milicien de la levée de 1846, n'ayant  
pas obtenu du Département de la Guerre l'autorisation de  
contracter mariage, prie la Chambre de décider s'il peut  
invoquer en sa faveur l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 8 mai 1847. —  
Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
31. 6310. Par pétition sans date,  
Le sieur Quicke, ancien milicien, congédié pour infir-  
mités contractées au service, prie la Chambre de lui accor-  
der un secours. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la  
Guerre.
32. 6309. Par pétition datée de Schaerbeek, le 9 janvier 1852,  
Le sieur Van Hees réclame l'intervention de la Chambre  
pour obtenir la restitution de l'indemnité du chef de la  
garde civique, qu'on lui a fait payer en 1850, et pour être  
dispensé du paiement de celle qui lui a été réclamée  
en 1851. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Inté-  
rieur.
33. 6308. Par pétition sans date,  
Le sieur Strickx présentant des observations sur les  
mesures prises par le Département des Travaux publics, à  
l'égard des gardes-convoi, demande que l'indemnité pro-  
mise à ces employés leur soit remise le plus tôt possible. —  
Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

34. 6307. Par pétition datée de Melreux, le 7 janvier 1852,  
Le sieur Servais, instituteur à Melreux, demande un secours et prie la Chambre de décider s'il peut être mis à la pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
35. 6304. Par pétition datée de Bruxelles, le 28 décembre 1851,  
Le sieur Hardy, changeur à Bruxelles, demande que le Département des Travaux publics autorise l'établissement d'un bureau de change aux principales stations du chemin de fer, et qu'il soit interdit aux employés de l'État d'effectuer le change des monnaies. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
36. 6218. Par pétition datée d'Anvers, le 29 novembre 1851,  
Plusieurs propriétaires et locataires à Anvers demandent une loi qui interdise aux administrations communales de percevoir un droit sur les engrais. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
37. 6305. Par pétition datée de Namur, le 20 décembre 1851,  
Le sieur Werotte, ancien employé au Gouvernement provincial de Namur, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
38. 6314. Par pétition datée de la Guichel-lez-Arlon, le 19 janvier 1852,  
Le sieur Wawer-Wahl réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la liquidation d'une créance du chef des fournitures de tabacs que son beau-père a faites à la régie, en 1811. — Concl. — Ordre du jour.
-